

Oxygène #10

« La / les transition(s) dans la politique de la ville ? »

Compte-rendu du temps d'échange en visioconférence avec les habitants et acteurs locaux de la
Politique de la Ville de Bourgogne-Franche-Comté et Métropole – 23 novembre 2021

Les projections des scientifiques sur le dérèglement climatique amènent aujourd'hui à préconiser une réorientation urgente des politiques publiques et une prise en compte globale des transitions écologiques, sociales, économiques, démocratiques. Ceci est d'autant plus vrai dans les quartiers prioritaires qui cumulent déjà des vulnérabilités économiques et sociales les rendant plus exposés aux risques environnementaux.

Si les préoccupations environnementales ne sont pas toujours perçues comme une priorité dans les quartiers, de nombreuses initiatives et méthodes expérimentées peuvent pourtant inspirer des démarches de transition sur diverses thématiques du quotidien (alimentation de proximité, mobilité, sensibilisation/éducation, précarité énergétique...).

Quels sont les enjeux actuels et les défis à relever ? Comment faire pour que la transition soit un levier de cohésion sociale dans les quartiers ? Quelles sont les actions et pratiques inspirantes mises en place au sein des quartiers pour que la transition écologique devienne une réalité pour tous ? Comment faire pour que les quartiers deviennent, avec l'appui des institutions publiques et des partenaires du contrat de ville, locomotives en matière de transition ?

Trajectoire Ressources a proposé un nouveau temps d'échange régional, en visioconférence, pour échanger sur ces questions et sur la manière dont les transitions peuvent être travaillées dans les quartiers prioritaires avec les différents acteurs de la politique de la ville.

Trajectoire Ressources remercie chaleureusement pour leur intervention et le temps qu'ils nous ont accordé :

- Philippe CARBASSE de l'UNADEL
- Anaïs LEFRANC-MORIN, ANCT
- Une représentante de l'association In'Terre ActiV

Une vingtaine de personnes a participé à ce nouveau temps d'échange.

Pourquoi un centre de ressources politique de la ville s'intéresse t'il aux questions de transitions ?

La gestion des espaces urbains disponibles dans les programmes de rénovation urbaine

Notre centre de ressources s'est saisi des questions de transition dès le premier plan de rénovation urbaine (2006-2008) : confrontés aux espaces disponibles urbains suite aux premières vagues de démolitions, nous avons animés plusieurs ateliers urbains participatifs, en lien avec un urbaniste et un éco-interprète, pour définir avec les habitants quelle prise en compte et quels usages possibles de ce foncier nouvellement disponible, et pour les aider des propositions d'aménagement en direction des collectivités. On ne parlait pas encore de transition écologique, mais la prise en compte de cet enjeu était déjà présente dans les esprits : ainsi, plusieurs expérimentations *in situ* de micro-agriculture urbaine ont été initiées lors de ces ateliers avec les habitants.

Le lien avec la réflexion engagée par le Réseau National des Centres de ressources Politique de la Ville

Au niveau national, certains centres de ressources s'intéressent depuis plusieurs années aux questions de transitions : écologiques, sociales, démocratiques, numériques... La mise en partage des réflexions dans un groupe de travail national a permis de répondre collectivement à un appel à contribution lancé par l'ANCT. Cette contribution collective a fait apparaître les actions conduites par les CRPV et par les acteurs de terrain dans le champ de leur intervention : la sensibilisation, la valorisation d'expériences et d'expérimentations locales dans les quartiers, la mise en avant de pratiques inspirantes, la rencontre nécessaire entre citoyens, acteurs et élus.

Une réflexion en interne

Les membres du CA et l'équipe salariée de Trajectoire Ressources se sont réunis lors d'un séminaire de travail avec pour objectif d'éclairer la thématique dans le contexte de la politique de la ville (de quoi parlons-nous ?) et d'apporter quelques éléments de clarification sur des questions larges :

- Comment la politique de la ville peut-elle trouver sa place dans les CRTE ¹?
- Comment rapprocher à travers ces questions de transitions le citoyen, le politique et le technicien ?
- Quels apports et quelle implication possible de notre centre de ressources, sur la question des transitions ? Sous quels types de formats et à quelle échelle ?

Témoignage de l'UNADEL : prendre en compte les enjeux de transition dans une dynamique territoriale et dans une conduite du changement

Dans le cadre du carrefour des métiers, l'UNADEL, avec le soutien de l'IRDSU, de l'ANCT et de multiples partenaires, a animé un cycle de qualification sur « **Développement territorial, transitions et renouvellement de l'ingénierie** » : comment concevoir et développer des projets de territoires qui intègrent les enjeux de transition écologique ?

Pendant trois ans, différents travaux ont été conduits (ateliers de travail, journée nationale, observation de territoire) sur la manière dont les enjeux de transition se traduisent dans une dynamique territoriale et dans une conduite du changement.

¹ Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Un document ressources, fruit de tous ces échanges, a été produit, articulé autour de cinq chapitres :

- Les territoires à l'heure de la transition écologique ;
- L'ingénierie territoriale au service des transitions ;
- Renouveau de l'agir citoyen la démocratie du faire ;
- Quelles politiques publiques à l'heure de l'urgence écologique ?
- Quelles compétences pour les développeurs territoriaux ?

Tout le monde ne met pas le même sens derrière la notion de transitions : certains sont plus dans une logique de rupture totale avec un modèle existant, quand d'autres envisagent une forme de continuité aménagée. A travers la confrontation des points de vue, ce cycle a ainsi permis de :

- Clarifier certaines notions et de questionner l'articulation des différents enjeux écologiques et sociaux ;
- S'interroger sur l'échelle territoriale la plus pertinente pour envisager un passage à l'acte, une concrétisation des réflexions en actions ;
- Sortir de la logique du « silo » pour travailler en transversalité sur des enjeux territoriaux communs : acteurs sociaux, politique de la ville, environnementaux...

Cette réflexion se poursuit à travers des échanges pluri-acteurs sur l'accompagnement d'une transition écologique et sociale : de l'émergence d'un développement social durable et de territoires en transition « inclusifs ». Les axes de travail qui restent à approfondir :

- Quelles expériences des enjeux de transition et quel sens pour les citoyens ? Quels effets d'une implication pour les personnes, groupes, territoires ? Quels sont les savoirs et savoirs faire mobilisés ?
- Comment inclure les publics « populaires » dans des dynamiques collectives quelles méthodologies pour des coopérations et de la coproduction multi acteurs/habitants ? Quelle ingénierie territoriale pour accompagner une transition socio écologique.
- Quels dispositifs, modalités d'action publique locale ? Quelle articulation des politiques sectorielles quelles articulations des contrats ?

A noter : *Trajectoire Ressources, l'IRTS et l'UNADEL ont engagé une observation des territoires et un repérage des porteurs de projets engagés sur la transition écologique, par le biais des équipes projet « politique de la ville » des collectivités. Les premiers repérages font apparaître une forte représentation des projets liés à l'alimentation : alimentation de proximité, valorisation des producteurs locaux, agriculture urbaine, concilier une alimentation de qualité et un coût abordable pour les habitants des quartiers...*

Témoignage de l'ANCT : la transition écologique comme moteur de la cohésion des territoires

Anaïs LEFRANC-MORIN nous présente cet ouvrage complet qui, à travers des analyses, des cartes, des articles de chercheurs et des interviews d'acteurs publique, permet d'apporter un éclairage sur la manière dont la transition écologique peut être un moteur de la cohésion des territoires.²



² <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/transition-ecologique-cohesion-territoires>

Une définition possible de la transition écologique proposé dans l'ouvrage :

« Elle désigne la transformation profonde et progressive du fonctionnement d'un territoire conduite par différents acteurs (pouvoirs publics, citoyens, associations, entreprises...) pour réduire l'empreinte des activités humaines sur l'environnement et parvenir à un développement durable »

Si tous les territoires sont tous concernés par la transition écologique, ils ont tous des situations spécifiques qui induisent une expression différente des enjeux locaux. **Quatre grands défis ont été identifiés pour réussir cette convergence entre transition écologique et cohésion des territoires :**

I. Intégrer le vivant dans les politiques d'aménagement du territoire

Ce défi consiste à intégrer systématiquement les enjeux de biodiversité dans les projets d'aménagement et les opérations d'urbanisme, y compris dans les villes et dans les espaces privés (jardins, zones commerciales, zones industrielles...).

De fait, les activités humaines font pression sur les habitats naturels et perturbent les écosystèmes : changement climatique, imperméabilisation des sols, diminution des stocks de ressources naturelles non renouvelables, pollution de l'air, de l'eau et des sols... Les pratiques agricoles intensives et l'artificialisation des sols – en particulier quand elle se traduit par une imperméabilisation des sols et par du mitage urbain (habitat dispersé) - jouent un rôle majeur dans l'érosion de la biodiversité, qui s'accélère à un rythme très rapide et préoccupant (les chercheurs parlent d'une 6^{ème} extinction des espèces ou plus communément de l'âge Anthropocène).

Ces constats invitent à aller au-delà de la définition d'espaces protégés et de leur mise en réseau, pour tenir compte, partout sur le territoire, des services que se rendent mutuellement les sociétés humaines et les milieux naturels, avec une place plus importante à donner à la nature, que ce soit dans les espaces publics, les espaces privés ou les espaces économiques.

Cette exigence nécessite **une collaboration beaucoup plus importante qu'aujourd'hui entre les métiers de l'aménagement et ceux de la protection de la nature, voire une vraie transformation de ces métiers d'aménagement urbain.**

Focus sur les QPV :

Les quartiers populaires sont de manière générale moins bien dotés en espaces verts que les autres quartiers, et que la biodiversité y est plus pauvre. Le renforcement de la place de la nature dans les QPV permettrait de répondre à plusieurs enjeux :

- Amélioration du cadre de vie pour les habitants, des bénéfices bien-être et santé ;
- Meilleure adaptation aux risques induits par le changement climatique : réduction des îlots de chaleur ⇔ création d'îlots de fraîcheur, meilleure perméabilité des sols ⇔ réduction du risque inondation, etc.
- Opportunité de créer de nouveaux emplois avec des niveaux de compétences et de qualification variables (aménagement, jardinage, compostage, élevage, sensibilisation nature...)

Les freins identifiés pour les QPV :

- Les projets d'aménagements réalisés en faveur de l'environnement peuvent être perçus comme une politique de gentrification des quartiers ;
- Les pratiques de gestion écologique laissent une plus grande place à une nature « sauvage et spontanée » (non-usage de pesticides, fauche tardive...) ce qui peut donner parfois un sentiment d'abandon et de non-gestion des espaces verts.

II. Transformer les modes de production, de consommation et de vie dans les territoires

La transition écologique implique de transformer profondément nos modèles de production et de consommation. Force est de constater que la production et la consommation de masse, devenues les modèles prééminents en France au cours du XX^{ème} siècle, s'accompagnent d'impacts négatifs sur les territoires : émissions de gaz à effet de serre contribuant au changement climatique ; pollution de l'air, de l'eau et du sol ; production d'une quantité croissante de déchets ; baisse inquiétante des stocks de certaines ressources ; perte de diversité territoriale et culturelle...

Agroécologie, écologie industrielle et territoriale, économie circulaire, économie de la fonctionnalité, circuits courts, monnaies locales sont autant de pistes d'ores et déjà explorées pour réduire l'impact écologique de nos modes de vie, mais aussi favoriser la reterritorialisation des activités et la création d'emplois locaux.

Cependant, l'émergence de ces alternatives dans les territoires ne constitue pas une réponse suffisante aux enjeux de transition écologique et de cohésion des territoires : **des changements plus massifs dans le système économique et les logiques sociales sont nécessaires pour faire véritablement basculer nos modes de productions et de consommation vers un modèle durable, visant l'augmentation du bien-être collectif en symbiose avec les écosystèmes naturels.**

Focus sur les QPV :

L'empreinte carbone étant fortement corrélée au niveau du revenu des habitants, les modes de vie sont plus sobres dans les QPV, mais il faut souligner que cette sobriété est souvent très largement subie. De plus, même si l'empreinte carbone moyenne des habitants les plus pauvres est largement inférieure à la moyenne française (4 tonnes/habitant/an vs 11 tonnes/habitant/an), il reste toutefois deux fois supérieur à l'objectif à atteindre des Accords de Paris (2 tonnes/habitant/an).

Il reste donc important de continuer de faire évoluer les modes de vie, avec cependant des marges de manœuvre plus compliquées pour les habitants des quartiers populaires, notamment sur le plan financier car ce changement nécessite très souvent un surcoût (ex : rénovation thermique de l'habitat, alimentation bio et de qualité...). Une aide financière et un accompagnement spécifique des habitants des quartiers apparaissent donc nécessaires.

III. Mettre en œuvre une transition écologique juste, inclusive et démocratique

La transition écologique ne pourra être menée à bien que si elle est **juste et inclusive**. Aujourd'hui, l'héritage du développement non durable des dernières décennies (pollutions, friches...) fait peser une importante charge sur les générations à venir et sur certains territoires.

Certains sont particulièrement exposés aux risques climatiques (ex : territoires maritimes), quand d'autres sont spécialisés dans des secteurs d'activités très vulnérables aux effets du changement climatique et de l'érosion de la biodiversité (tourisme de sport d'hiver, de plage ou urbain, production AOC associée à un climat et un écosystème particulier...). Certains, enfin, cumulent la concentration de pollutions et nuisances environnementales avec des difficultés socio-économiques.

Identifier ces vulnérabilités demande de renforcer la connaissance sur l'état écologique des territoires. Les crises sociales récentes ont par ailleurs montré la nécessité d'anticiper les effets territoriaux et sociaux de la transition écologique.

L'objectif est de faire émerger des accords pragmatiques sur la prise en charge des vulnérabilités induites par les dégradations environnementales et sur la répartition équitable des efforts et investissements nécessaires à la transition écologique, tant entre les territoires qu'entre les individus (justice sociale et intergénérationnelle).

Focus sur les QPV :

Les enjeux sont exacerbés dans les quartiers prioritaires plus exposés aux dégradations environnementales, avec des concentrations de pollutions et de nuisances environnementales plus fortes, mais aussi une exposition aux canicules très marquée (bâtiments anciens peu isolés, ilots de chaleur urbains, moins d'espaces verts...).

Les risques environnementaux sont aggravés par des facteurs sociaux (santé moins bonne, mobilité réduite...). Pourtant, des chercheurs ont montré que, à la fois l'acceptabilité des nuisances environnementales est plus importante dans les QPV, mais dans le même temps, lorsque les habitants cherchent à s'opposer à la dégradation de leur environnement, leur voix est moins entendue et prise en considération par les pouvoirs publics du fait de phénomènes de disqualification sociale.

Faire la jonction entre enjeux sociaux et enjeux écologique est donc un enjeu majeur pour les quartiers prioritaires.

IV. Inventer de nouveaux mécanismes de coordination, de coopération et de solidarité entre territoires

La transition écologique soulève des questions de gestion durable des ressources, de réduction des pollutions, de production d'énergie, de préservation de la biodiversité ou encore de réduction des émissions de gaz à effet de serre qui dépassent les périmètres administratifs et sectoriels. En outre, **la transition écologique n'est ni une compétence propre, ni une compétence spécifique de l'État ou d'un niveau de collectivité territoriale : tous disposent de leviers pour agir.**

L'enjeu de coordination de l'action publique est alors triple : entre État et collectivités territoriales, entre collectivités territoriales, mais aussi entre les différentes compétences pour passer d'actions sectorielles à une politique transversale en faveur de la transition écologique.

Aujourd'hui déjà, des coopérations entre territoires émergent sur le sujet de l'alimentation, de l'eau, de l'énergie, notamment entre les villes et leurs territoires avoisinants pour permettre l'approvisionnement de proximité et de qualité pour les unes, la sécurisation des investissements et la diversification des débouchés pour les autres. Il peut également s'agir de mettre en place une gestion à l'échelle pertinente à travers des contrats ou la création de syndicats mixtes réunissant plusieurs collectivités locales.

Focus sur les QPV :

La transition écologique réinterroge également les mécanismes de solidarité financière entre territoires. Aujourd'hui, la transition écologique est très peu intégrée dans les mécanismes de péréquation entre collectivités territoriales : il n'existe pas de mécanisme qui tienne compte des vulnérabilités des territoires au regard des enjeux environnementaux ou qui valorise les efforts des collectivités locales en matière de gestion durable des ressources, de réduction des émissions de gaz à effet de serre ou d'amélioration de la biodiversité, alors même que ces efforts bénéficient aux territoires proches et à la Nation. Se pose donc la question de nouveaux outils de péréquation entre les collectivités pour leur permettre de porter des politiques de transition écologique ambitieuses, y compris au bénéfice des QPV.

LES FABRIQUES PROSPECTIVES : un dispositif d'ingénierie prospective pour accompagner les territoires dans la prise en compte des transitions

L'ANCT dispose de trois modalités d'accompagnement des territoires :

- **Les programmes nationaux** (ex : Action cœur de ville, Inclusion numérique, Lien social et image des quartiers...)
- **Les contrats territoriaux** (ex : CRTE)
- **L'ingénierie sur mesure, dont les Fabriques prospectives³**, qui vise à accompagner individuellement et collectivement les territoires dans la prise en compte des transitions qu'elles soient écologiques, économiques, numériques, démographiques...

L'ANCT lance trois fabriques prospectives par an avec un sujet et un type de territoire spécifique, et accompagne 4 à 8 territoires volontaires, avec l'aide d'un bureau d'étude, pour les aider se projeter à long terme et identifier des solutions de court terme. A travers un groupe de travail constitué autour d'une collectivité, divers séminaires sont organisés dont l'objectif est de définir une feuille de route pour le territoire accompagné, ainsi que d'en tirer des enseignements et des pistes d'évolution au niveau national.



Exemple de territoires *accompagnés-accompagnés* dans le cadre de la fabrique prospective qui porte sur l'accessibilité d'une alimentation durable pour tous dans les QPV : Plaine Commune, Saint Joseph, Grand Angoulême et la Métropole d'Aix-Marseille.

³ <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/les-fabriques-prospectives-accompagner-les-territoires-dans-les-transitions-211>

Témoignage d'In'terre ActiV : démarche expérimentale « BFC en Transition »

Une recherche-action participative a été initiée par la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté en 2019, en partenariat avec la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon. Alex Roy, Responsable du département Démarches de Développement Durable à la DREAL, n'a malheureusement pas pu être parmi nous lors de la visioconférence, c'est donc Marie-Pierre Ferreux et Marjorie Rollet de l'association In'terre ActiV qui nous présentent la démarche.

Cette démarche expérimentale se conduit sur deux territoires (le Nord Franche-Comté et la communauté de communes des Bertranges dans la Nièvre) et réunit un certain nombre de partenaires pilotes : le CEREMA, l'EBE 58 (entreprise à but d'emploi de la Nièvre), le Comité local pour l'Emploi et l'association In'Terre Activ.

C'est une démarche de transition qui se veut globale puisque la volonté est de pouvoir articuler les enjeux sociaux, environnementaux et économiques, et éviter le fonctionnement « en bocal ».

L'objectif était, dans un premier temps, de recenser différentes initiatives de transition mises en œuvre sur la région (dont certaines parfois peu visibles, voire fragiles), de valoriser l'existant, avec l'ambition de pouvoir consolider et amplifier ces actions, en mettant en lien des acteurs variés : citoyens, association, élus, chercheurs, institutions, entreprises, etc...

Cette recherche-action participative vise à créer un maillage territorial comme levier d'une transition socio-écologique régionale, en :

- Mêlant des savoirs de terrain ;
- Prenant de la hauteur sur ses pratiques ;
- Faisant se rencontrer des acteurs de mondes différents qui n'ont pas pour habitude de travailler ensemble ;
- Co-produisant et en diffusant de la connaissance partagée.

Elle s'articule autour de temps de travail en chambre, mais aussi sur des espaces d'échange et de travail collectif. Les approches et méthodes utilisées s'appuient sur l'intelligence collective, afin de permettre la participation active de chacun et construire du commun.

La démarche en chiffres :

- 2 territoires d'expérimentation
- 100 organisations impliquées
- 170 participants
- 3 forums participatifs
- 23 ateliers/groupes projets
- 63 entretiens individuels
- Un site internet dédié : <https://www.cooperationtransition-bfc.fr/>

A l'issue d'une première phase de repérage des initiatives et de mise en lien, des **thématiques prioritaires** ont été sélectionnées par les acteurs des deux territoires d'expérimentation :

- L'alimentation durable et la mobilisation des élus pour le Nord Franche-Comté ;
- L'alimentation durable et l'économie circulaire pour les Bertranges.

De plus, **la notion de maillage est apparue centrale** pour faire connaître, consolider et articuler les actions de transition socio-écologiques déjà engagées, avec la volonté de poursuivre les travaux engagés dans la première phase.

Sur le Nord Franche-Comté, Inter'ActiV a animé plusieurs ateliers de travail de manière régulière : les habitudes de travail ont évolué, de nouveaux partenariats ont émergé et **plusieurs projets sont ainsi ressortis** :

- Une enquête participative sur la valorisation des vergers dans le Pays de Montbéliard, dans le cadre du projet alimentaire territorial ;
- Un voyage apprenant « bien vivre » à Valdoie : accueil d'étudiants en Master II de Mulhouse pour travailler sur les questions de citoyenneté et de développement durable ;
- Un projet santé environnement sur la question des perturbateurs endocriniens ;
- Une exposition « Lab nature » à la maison de l'environnement du Territoire de Belfort.

Dans cette logique de pérenniser ce maillage, le faire ensemble et le faire autrement, In'Terre ActiV a également construit un **diagnostic sur l'alimentation durable sur le Nord Franche-Comté** : quelles représentations et définition de l'alimentation durable ? Quels sont les maillons de la chaîne de l'alimentation sur le territoire ? Quels sont les actions existantes et acteurs associés à chaque maillon de la chaîne ? Ce diagnostic a permis de construire une cartographie précise de l'existant et une projection de ce qu'on souhaite sur l'alimentation durable dans le Nord-Franche-Comté, avec des propositions concrètes pour l'avenir.

Enfin, **l'association accompagne une initiative citoyenne dans le quartier des Barres et Mont à Belfort, autour de la création d'un jardin partagé**, espace d'échange et de rencontre autour de l'alimentation : dans ce cadre, In'Terre ActiV a recruté une des habitantes à l'origine de cette idée, en tant que médiatrice adultes-relais afin d'aider à développer le projet au sein du quartier.

Quelques idées et besoins exprimés par les participants

Suite aux témoignages des intervenants, les participants à la visioconférence ont fait ressortir plusieurs questions et propositions :

- Quelle traduction opérationnelle et quelle application concrète de ces défis les chefs de projet politique de la ville peuvent-ils mettre en œuvre ? Comment intégrer ces enjeux dans les futurs contrats de ville et dans les appels à projets ?
- Mettre en relation les propriétaires de réserves foncières, qu'ils soient publics ou privés, et les porteurs de projet agricoles pour créer des activités de maraîchage local, dans une logique d'alimentation durable et de proximité
- Envisager des formations des élus locaux pour qu'ils puissent impulser des dynamiques de transitions sur leur territoire ;
- Au niveau de l'Etat, envisager une formation des adultes-relais (à l'image des formations Valeurs de la République et Laïcité de 2 jours) pour les sensibiliser aux enjeux socio-écologiques afin qu'ils puissent être le relais auprès des habitants ;
- Envisager un cycle de qualification interacteurs pour mieux se qualifier ensemble et trouver collectivement des réponses aux besoins identifiés ;
- Avoir un catalogue / une boîte à outils d'actions très concrètes à mettre en application par les habitants.

La question des transitions fait également écho à une forme d'imaginaire exprimé par les habitants des quartiers ⁴. On sent une poussée du sujet par les habitants eux-mêmes : « *une transition vers une vie de village, où l'on vit en proximité les uns des autres, où les espaces publics sont repensés pour s'y retrouver avec une plus grande proximité (ex : marchés) et sont embellis par la nature* ».

Plus curieusement, on note également une forte attente des habitants de laisser la nature à l'état sauvage, de la laisser en friche source d'une biodiversité très riche, alors même que les friches peuvent souvent être mal perçues par les habitants. Ce type de décision, comme tout type de décision qui touche à l'intervention ou la non-intervention sur les espaces publics, nécessite dans tous les cas information et un accompagnement des habitants pour expliquer les motivations sous-jacentes.

Conclusion

Jusqu'à présent, et malgré toutes les initiatives existantes, la question des transitions n'a pas été véritablement identifiée comme une composante centrale et structurante de la politique de la ville. Elle le sera très certainement dans la prochaine réforme à venir, puisqu'elle correspond aujourd'hui non pas à un besoin, mais à une véritable nécessité.

Un des défis qui ressort de cet échange est, pour les acteurs de la politique de la ville, de prendre le temps et faire l'effort d'aller au bout de l'appropriation de ces enjeux pour passer d'une multitude d'initiatives locales à un véritable levier de développement des quartiers prioritaires, une dynamique exemplaire centrée sur la transition sociale et écologique : les quartiers prioritaires pourraient jouer un rôle clé, voire être pionniers en matière de transition socio-écologique en s'appuyant sur ce qui fait l'ADN primaire de la politique de la ville : l'innovation, l'inventivité, la transversalité et une dynamique ascendante.

Cette prise en compte des transitions dans la politique de la ville correspond à une manière d'appréhender autrement ses grands axes (cohésion sociale, amélioration du cadre de vie ou développement économique/emploi), mais aussi à favoriser un imaginaire plus positif qui puisse guider le développement futur des quartiers prioritaires.

Les solutions toutes faites n'existent pas, elles restent à construire collectivement, en y associant pleinement toutes les parties prenantes, et notamment les habitants des quartiers.

⁴ Voir 5^{ème} rapport national « Paroles d'habitant(e) des quartiers populaires : des habitants comme les autres » : <https://ressources-ville.org/publication/des-habitant-e-s-comme-les-autres/>